

**L'APRES COVID-19 :
UNE ECONOMIE OUVERTE ET DURABLE SEULE
POSSIBILITE POUR JUGULER L'IMPACT DE LA
PANDEMIE**

Karima **BOUDEDJA***

Mohamed **KADI***

Hicham **BENAMIROUCHE***

Razika **MEDJOUR***

Abderrezak **MADOURI***

Fatah **AMEUR***

Fatma **HERNOUN***

Nabil **MESKINE***

Received: jour 14/07/ 2020 / **Accepted:** 15/07/2020 / **Published:** 18/07/2020

Corresponding authors: karima.boudedja@gmail.com

RÉSUMÉ

La pandémie du COVID19 a provoqué quasiment l'arrêt de l'économie mondiale, en raison des mesures prises pour éviter la propagation de la maladie. L'Algérie n'a pas été épargnée. Il a fallu faire face à la fois à la maladie, en mettant en place des mesures de confinement sanitaire qui ont fragilisé davantage la situation socio-économique et aussi aux conséquences du ralentissement de l'économie mondiale et de la demande en hydrocarbures, principale source des recettes en devises du pays. L'impact de la COVID19 et surtout du confinement est constaté, en Algérie, dans plusieurs dimensions et dans plusieurs secteurs : les hydrocarbures, la santé, le travail, l'enseignement, l'agriculture, le transport etc.

Un diagnostic de situation a été établi par plusieurs articles, dans ce numéro spécial sur «l'après covid-19 : une économie ouverte et durable seule possibilité pour juguler l'impact de la pandémie ». Les conséquences de cette pandémie ont surtout touché les populations à revenus modestes, puisés le plus souvent de l'économie informelle. Le diagnostic est souvent suivi par des implications pratiques sur les éventuelles réformes et mesures qui permettraient de faire basculer le pays vers une économie aux mécanismes durables de

* Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement, Algérie

développement axés notamment sur la diversification de l'économie, la rigueur budgétaire et la numérisation.

MOTS CLÉS : COVID19, Réformes, Prix des hydrocarbures, Economie ouverte, Rigueur budgétaire, Numérisation, Algérie.

JEL CLASSIFICATION : D14, E44, H50, I18, I28, Q18, Q41, Q43

ما بعد كوفيد19 :

اقتصاد مفتوح ومستدام: الحل الوحيد للسيطرة على تأثير الوباء

أدى وباء "كوفيد 19" إلى وقف الاقتصاد العالمي نتيجة للتدابير المتخذة لمنع انتشار المرض. لم تنج الجزائر. ويتعين التصدي لهذا المرض، مع اتخاذ تدابير صحية تشمل الحجر الصحي، ولكن أيضا عواقب التباطؤ الاقتصادي العالمي والطلب على الهيدروكربونات.

وقد كان تأثير كوفيد 19 وخاصة الاحتواء محسوساً في الجزائر على عدة أبعاد وعلى عدة قطاعات: النفط، والصحة، والعمل، والتعليم، والزراعة، والنقل، وما إلى ذلك. وقد تم تشخيص الوضع من خلال عدة مقالات في هذا العدد الخاص حول "ما بعد كوفيد19: اقتصاد مفتوح ومستدام: الحل الوحيد للسيطرة على تأثير الوباء". وقد أثرت عواقب هذا الوباء كذلك على السكان ذوي الدخل المنخفض الذين غالباً ما يمارسون نشاطات في الاقتصاد غير الرسمي.

وغالباً ما تعقب التشخيص آثار عملية على الإصلاحات والتدابير الممكنة التي من شأنها أن تقود البلد نحو اقتصاد ذو آليات ناجعة للتنمية المستدامة خاصة التنوع الاقتصادي، دقة الميزانية والرقمنة.

كلمات مفتاحية: كوفيد 19، إصلاحات، أسعار النفط، التنوع اقتصاد مفتوح، دقة الميزانية، الرقمنة.

تصنيف جال : Q43, Q41, Q18, I28, I18, H50, E44, D14

AFTER COVID-19: AN OPEN AND SUSTAINABLE ECONOMY ONLY POSSIBILITY TO CURB THE IMPACT OF THE PANDEMIC

ABSTRACT

The COVID19 pandemic has almost stopped the world economy, because of measures taken to prevent the spread of the disease. Algeria was not spared. The disease had to be addressed, with health measures including lockdown, but also the consequences of the world economic slowdown and demand for hydrocarbons.

The impact of COVID19 and especially the lockdown has been felt in Algeria on several dimensions and on several sectors: hydrocarbons, health, work, education, agriculture, transport etc. Several articles have made a diagnosis of the current situation in this special issue about " after covid-19: an open and sustainable economy the only possibility to curb the impact of the pandemic". The consequences of this pandemic have also affected low-income populations most often drawn from the informal economy

Diagnosis is often followed by practical implications for possible reforms and measures that would shift the country towards an economy with sustainable development mechanisms specially: economic diversification, budgetary rigour and digitalisation.

KEY WORDS: COVID19, Reforms, Oil Prices, Open economy, budgetary rigour, Digitalization.

JEL CLASSIFICATION : D14, E44, H50, I18, I28, Q18, Q41, Q43

INTRODUCTION

L'année 2020 a démarré avec un contexte sanitaire qui progressivement a ralenti puis a quasiment bloqué des pans entiers de l'économie mondiale, plongeant le monde dans sa pire recession depuis la seconde guerre mondiale (Banque Mondiale, 2020). L'épidémie de la COVID19 a commencé en Chine, pour peu à peu se répandre et se transformer en pandémie.

Les pays du monde touchés sont déjà dans un état de développement inégal. Les capacités et la qualité d'accueil hospitalières ne sont pas aux mêmes niveaux dans les pays développés, pays émergents et pays en voie de développement voire pays en crise sécuritaire. Mais, les pays du monde ne disposent pas, aussi, des mêmes capacités pour faire face sur d'autres plans, tout aussi importants, pour continuer leur fonctionnement pendant les périodes de confinement, décidées par les dirigeants, d'abord en Chine puis dans les pays occidentaux, puis dans la majorité des pays du monde, pour éviter la propagation de la maladie

Le recours au télétravail pour maintenir à flot les économies mondiales et assurer aussi l'éducation et l'enseignement et d'autres services de tout bord a aussi été mobilisé différemment entre les pays du monde et a aussi révélé des inégalités dans l'accès à ces moyens, au sein des mêmes pays, même les plus développés .

Nonobstant ces mesures pour permettre le maintien d'activités économiques et sociales indispensables, le fonctionnement des pays dans ces conditions exceptionnelles a conduit les instances financières nationales, régionales, telle que la BCE, et internationales tel que le FMI à débloquer des fonds et à accorder des prêts. Ceux-ci sont destinés à lutter contre la pandémie, mais surtout à soutenir les entreprises dont l'activité a été ralentie voire arrêtée et les salariés mis au chômage ou au chômage partiel. Selon l'OIT, les pertes en heures de travail au premier semestre 2020 sont d'environ 5,4% correspondant à 155 millions d'emplois à temps plein et atteindront 14% au deuxième trimestre correspondant à 400 millions d'emplois à temps plein perdus

(OITa, 2020). Il a fallu aussi soutenir les ménages dont les revenus sont issus des activités informelles et qui se retrouvent complètement sans ressources. Selon l'OIT 62% des travailleurs exercent dans l'économie informelle. (OITb, 2020) .

La pandémie de la Covid19 a accentué la vulnérabilité, déjà révélée lors de la crise alimentaire de 2008, des pays en dépendance alimentaire, c'est-à-dire dont la couverture des besoins alimentaires dépend des importations. L'une des premières mesures prises par les pays exportateurs de produits alimentaires de base, notamment le riz et les céréales ont été de limiter, voire d'interdire les exportations. Si nous ajoutons les exportations de semences et d'intrants : engrais, produits phytosanitaires et alimentation du bétail, on constate que c'est quasiment toutes les chaînes de valeur des produits alimentaires qui sont touchées.

Les répercussions socio-économiques pendant la pandémie touchent à l'ordre mondial et les règles qui régissent le fonctionnement de l'économie et du commerce international. Plusieurs pays développés envisagent des relocalisations pour des productions jugées stratégiques : médicaments, masques, alimentation etc. Il est déjà certain qu'il est impossible de repartir sur les mêmes bases à la fin de la pandémie. D'ores et déjà, la réflexion est engagée par les politiques et les spécialistes dont les scientifiques dans le but de renforcer les capacités des pays pour lutter contre les éventuelles pandémies futures, en renforçant leurs économies, pour en limiter les conséquences.

C'est à partir de cette idée que la revue "Les Cahiers du CREAD" a envisagé de fournir un espace de réflexion et d'analyse, dans le cadre d'un numéro spécial, aux chercheurs dans les divers domaines socio-économiques, pour contribuer au débat, ouvert dans tous les pays du monde, sur l'après COVID-19, en Algérie. Les articles attendus devaient aborder l'impact de la pandémie sur les principales dimensions socioéconomiques du pays et aux réformes et mesures possibles pour le juguler mais aussi permettre au pays de s'inscrire

dans une voie, qui le conduira vers le développement économique, social et surtout, durable.

L'impact observé de la pandémie sur les différents domaines, nous a conduits à fixer les axes dans lesquels se sont inscrits les articles sélectionnés. Il s'agit de :

- La chute brutale des prix des hydrocarbures et la forte vulnérabilité du modèle économique algérien.
- Accentuation des Pressions financières et mode de financement de l'économie nationale
- La crainte de la menace sur la sécurité alimentaire du pays et le déplacement du curseur vers la souveraineté alimentaire
- La propagation de la covid 19 et son impact social.
- Le secteur de la santé: une réforme impérative?
- L'émergence du débat sur la modernisation des méthodes d'enseignement.
- Le transport aérien, un secteur fortement impacté.
- Impact de la pandémie sur les entreprises et le commerce : adaptation et mesures de soutien
- La numérisation condition sine qua non pour le développement.

Le comité de la revue a reçu 130 articles dans les différents domaines en sciences économiques et sociales, dont 22 articles ont été acceptés après la procédure d'évaluation en double aveugle. Ce qui explique le déséquilibre qu'il peut y avoir dans le nombre d'articles par axe.

1- LA CHUTE SPECTACULAIRE DES PRIX DES HYDROCARBURES ET LA FORTE VULNÉRABILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN

En discussion, en Algérie, depuis la première crise économique connue par le pays à la fin des années 80, la question de la grave dépendance de l'économie nationale aux exportations des hydrocarbures et l'impératif d'une réforme pour diversifier les ressources des exportations, sont mis entre parenthèses pendant la période de la hausse des prix des hydrocarbures, au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle. La problématique de la diversification est remise au devant de la scène depuis—2014,

notamment dans le discours politique, mais sans qu'il ait une réelle prise en charge sur le plan de la réflexion, ni de la restructuration de l'économie nationale. Aujourd'hui, la crise sanitaire de la COVID-19, ajoutant les transformations socioéconomiques depuis février 2019, le moment est venu de mener une réflexion profonde sur l'avenir de l'économie algérienne et les stratégies à adopter, afin de limiter les effets de la dépendance aux hydrocarbures sur la stabilité sociale et la pérennité économique du pays .

Pour comprendre les fluctuations des prix des hydrocarbures et plus globalement du marché pétrolier en Algérie, Benamirouche et Djedaa réalisent un constat global en Algérie, en cette période de pandémie. Les auteurs de cet article révèlent que, le marché pétrolier devient plus conflictuel, et la forme oligopolistique ne peut pas refléter les évolutions post-Covid 19. Il démontre que, les compagnies pétrolières nationales, autonomes et internationales et l'OPEP resteront relativement les acteurs les plus forts ce qui pourrait engendrer un équilibre du marché à la hausse en leur faveur. Toutefois, ils concluent que l'Algérie se trouve dans une position faible comparativement aux autres acteurs. Son intérêt résidera particulièrement dans le maintien de l'existence de l'OPEP et la persistance de l'accord OPEP+. Les auteurs proposent comme pistes stratégiques de résilience à court terme, l'élargissement des investissements vers la pétrochimie, les fuels alternatifs et les Energies renouvelables.

L'article de Benameur et al, a abordé justement la question de la dépendance structurelle de l'économie algérienne vis-à-vis du secteur des hydrocarbures et son caractère préoccupant. Ce secteur représente, en effet, la principale entrée en devises étrangères pour l'économie, il est également une source de pro-cyclicité pour les dépenses publiques et la politique fiscale.

Les auteurs de ce travail ont procédé à l'évaluation de l'impact direct et indirect des fluctuations du prix du pétrole sur l'activité économique algérienne. Les résultats montrent un impact fort et clair

des fluctuations internationales des prix du pétrole sur la croissance du PIB, les exportations d'hydrocarbures et les dépenses publiques.

De leur part, Menna et Mehibel, considèrent que cette crise sanitaire est une opportunité pour mettre fin au spectre de la rente. Les auteurs expliquent les raisons de l'échec des réformes entamées dans le passé, et reviennent sur la nécessité d'accélérer les réformes, en s'appuyant notamment sur la recherche scientifique, la digitalisation et les IDE.

2- ACCENTUATION DES PRESSIONS FINANCIÈRES ET LA QUESTION DU MODE DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Les options qui s'offrent à l'Algérie pour le financement de son budget annuel sont limitées, dans la mesure où le pouvoir politique exclut l'option de l'endettement externe auprès des institutions financières Internationales. Le recours au marché local à travers l'emprunt obligataire, sera-t-il assez suffisant pour générer les ressources nécessaires ? Avec un compte financier et un compte capital fermé, un taux de change semi rigide (flottement dirigé) et une faiblesse structurelle pour l'attractivité de l'investissement directs étrangers, quelles sont donc les options stratégiques, qui restent à l'économie Algérienne pour amortir les effets des chocs provenant des grandes perturbations dans les marchés mondiaux, et particulièrement les chocs causés par la pandémie de COVID-19 ?

La faiblesse du système monétaire et financier algérien est une autre contrainte interne. Elle se caractérise principalement par la faible activité du marché monétaire, l'absence pratique du marché des obligations et de celui des actions et l'inexistence d'un marché du taux de change. Quels types de réformes l'Algérie doit conduire pour remédier à ces insuffisances et dans quelle séquence, afin de garantir leur aboutissement ?

Deux articles, sélectionnés dans ce numéro, évoquent cette problématique du financement. Le premier article aborde la question de la rationalité des dépenses budgétaires. Quant au deuxième, il traite les marchés financiers.

Dans son article, Kaci Said confirme le constat sur la vulnérabilité structurelle de l'économie algérienne, induite par la dépendance des finances publiques au secteur des hydrocarbures et aggravée par la conjoncture de la crise sanitaire. L'auteur propose un mécanisme d'ajustement budgétaire, mouvementé par l'instauration d'un progrès technique endogène, qui permet de réduire la dépendance des dépenses publiques, notamment des dépenses d'équipement, par rapport à la rente pétrolière.

La pandémie de Covid 19 a aussi affecté les marchés financiers, comme le confirment d'ailleurs Khamgani et Amorabda dans leur article. Les auteurs se sont appuyés sur les indicateurs des marchés financiers des pays arabes dont l'Algérie, afin d'entamer une évaluation avant et après la pandémie. L'analyse statistique a démontré un impact négatif de la pandémie sur les indicateurs des marchés financiers arabes, Cet effet négatif se traduit principalement par la baisse des valeurs des indices et l'augmentation de leur volatilité.

3- LA CRAINTE DE LA MENACE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU PAYS ET LE DÉPLACEMENT DU CURSEUR VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Quelles leçons peut-on tirer de la crise sanitaire de la Covid 19 par rapport à la question de la souveraineté alimentaire ? Bien que la réflexion sur le sujet a été entamée depuis 2008, suite à la crise alimentaire et l'augmentation des prix des produits alimentaires de base tels que : les céréales, le lait, l'huile etc., néanmoins, la question de l'approvisionnement ne se posait pas, comme elle s'est posée lors de cette crise sanitaire. La suspension des exportations par les pays producteurs, sans préavis, a provoqué des perturbations en disponibilité alimentaires dans les pays dépendants.

De ce fait, il est impératif, aujourd'hui, de prendre en compte ce comportement des acteurs du marché des produits alimentaires, certes conjoncturel, mais il illustre la fragilité des pays, comme l'Algérie, qui s'approvisionnement du marché alimentaire mondial, pour assurer leur sécurité alimentaire. Quelles seraient les mesures qui pourraient

agir sur la production agricole, notamment des produits de base : blé, lait et pomme de terre, d'une part, pour optimiser les rendements et les superficies arables, et d'autre part pour sécuriser l'approvisionnement en intrants ?

Aussi, les modes de consommation méritent d'être analysés et faire l'objet de débat en cette période de pandémie. En effet, les habitudes alimentaires actuelles en Algérie : consommation par habitant du blé, du lait et de la pomme de terre, qui est parmi les plus élevées au monde, sont influencées par les subventions alimentaires (Bessaoud et al, 2019). Le modèle actuel ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire, même en cas de la sécurisation des importations et l'optimisation de la production. Il est donc impératif d'analyser les mesures de subvention et proposer des adaptations aux populations vulnérables, qui assurent aujourd'hui leur alimentation grâce à ces subventions.

La question de l'impact de la crise sanitaire sur la sécurité alimentaire a fait l'objet de deux articles. Mouloudj et al ont choisi de traiter la question à l'échelle Internationale avant d'aborder le cas algérien. Leurs résultats indiquent que la Covid 19 a eu un impact important sur les produits périssables et a également provoqué des pénuries alimentaires dans les pays pauvres, les zones de conflit et les régions touchées par les guerres. Cette crise a démontré selon les auteurs que les pays les plus dépendants des importations sur le plan alimentaire sont ceux qui ont été les plus touchés par la crise sanitaire, tel est le cas de l'Algérie.

Daoudi et Bouzid ont focalisé leur article sur la sécurité alimentaire en l'Algérie, qui selon eux, est expliquée en grande partie par la dépendance aux finances publiques et le marché mondial des produits alimentaires. Ces deux facteurs sont fortement impactés par la pandémie de la covid-19. Les auteurs de ce travail analysent ce qu'ils considèrent, comme étant les quatre points de fragilité, en matière de sécurité alimentaire, à savoir : la demande locale des produits alimentaires et la sécurité alimentaire des ménages, économiquement vulnérables ; la production agricole et alimentaire nationale ; les

chaînes logistiques locales d'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires ; ainsi que les importations alimentaires.

L'article de Gana est consacré plus particulièrement au dernier point de fragilité : l'impact de la pandémie sur les importations alimentaires. Le résultat de ce travail incite à la nécessité d'adopter un plan de relance à travers la diversification de l'économie et une refonte structurelle de la composition des échanges commerciaux, afin de sortir de la dépendance aux importations alimentaires.

Lazreg et al, de leur côté se sont intéressés à la dimension de production agricole, en particulier le lait. Leur réflexion concerne tous les segments qui influencent positivement ou négativement la production : les subventions des prix, les pôles de production, les mesures de soutien aux exploitations et le choix des espèces. Ils proposent une politique basée sur le ciblage. Cela passera, selon les auteurs, par la création de pôles de production intégrés, la segmentation des soutiens selon les tailles des exploitations agricoles, et une préférence pour les espèces rustiques, selon les étages bioclimatiques, les circuits de commercialisation et le renforcement des organisations professionnelles.

4- LA PROPAGATION DE LA COVID 19 ET SON IMPACT SOCIAL

La maladie de la COVID 19 s'est transformée en pandémie au bout de quelques mois. Plusieurs organismes, dont l'OMS, avaient prédit une propagation rapide et un nombre de décès important. L'impact sur la mobilité et le travail a également été anticipé en raison des mesures de confinement. Si des mesures de soutien ont été instaurées dans plusieurs pays du monde pour les travailleurs formels, ceux qui exercent des activités informelles, notamment dans les pays en développement, sont ceux qui sont le plus touchés par cette cessation inattendue de leur activité.

La propagation de la COVID-19 a fait l'objet d'un article réalisé par Issam Malki. Il a travaillé sur l'estimation de la propagation de la maladie en Algérie et en Chine. L'étude conclut qu'il est difficile de faire

des prévisions de propagation de la maladie de la COVID19, car cela dépend de la forme et des spécifications du modèle statistique.

Un autre type de modèle rend difficile les prévisions concernant cette maladie, c'est le modèle socioculturelle qui se traduit par les perceptions des populations par rapport à la maladie et à sa propagation. Idres Lahna et al ont démontré que la mobilité, pendant le confinement a été affectée par la perception des algériens sur la maladie et sa dangérosité. Les auteurs ont effectué une simulation, afin d'examiner l'impact de la mobilité et le respect des mesures de précaution après le déconfinement sur le risque d'une nouvelle propagation.

Cherabi et al reviennent sur l'impact du confinement et de la limitation de la mobilité sur les revenus des ménages. Il s'avère que la majorité des ménages n'étaient pas préparés à supporter financièrement cette mesure, et qu'ils ressentiraient ainsi le stress financier pour chaque jour supplémentaire de confinement

L'une des explications majeures à cette situation de fragilité financière est donnée par Bennihi et Bouriche. Ils se sont intéressés à l'interaction entre la pandémie de la COVID-19 et l'économie informelle, ainsi que son impact sur l'économie algérienne. Il a été constaté que la politique du confinement optimal a fait passer la récession de 2.15% à 7.87%.

Les résultats soulignent aussi l'importance de la prise en compte de l'économie informelle lors de l'analyse de l'interaction entre la pandémie du COVID19 et l'économie. Cela soulève la question des travailleurs dans la sphère informelle, qui sont les plus vulnérables à ce choc, parce qu'ils n'ont pas d'autres sources de revenus.

5- LE SECTEUR DE LA SANTÉ : UNE RÉFORME IMPÉRATIVE ?

Le secteur de la santé en Algérie a été mis sous les projecteurs à l'occasion de cette pandémie, mais c'est là encore un secteur dont les insuffisances sont soulignées par les observateurs de tous bords et les chercheurs spécialisés (Oufriha, 1997, Snoussi, 2018). Des irrégularités

dans le traitement sanitaire sont régulièrement soulignées par les citoyens, mais aussi les praticiens dans les réseaux sociaux et la presse. Pourtant l'Algérie possède un système sanitaire public, qui garantit les soins gratuits à tous les citoyens. Ce qui est remis en cause c'est justement la qualité de ces soins et le manque de moyens criard dans les services hospitaliers. A cela s'ajoute les limites de la sécurité sociale, dont les services sont jugés inadaptés et limités : des médicaments vitaux non remboursés et des examens médicaux remboursés à des tarifs loin de refléter les prix pratiqués.

La réforme du système de santé s'impose du fait, que l'organisation actuelle a atteint ses limites et que le statu quo peut rapidement conduire à des dérives insurmontables. La réforme du système de santé Algérien doit tenir compte du caractère social des services, des coûts réels des actes médicaux, de la qualité de la prise en charge qui sauvegarde la dignité de l'humain et la modernisation des techniques de soins suivant les développements observés dans le domaine de la médecine. Ajoutant le rôle complémentaire, que doit jouer le secteur privé dans le cadre d'un seule système Algérien de santé, régit avec les mêmes lois et règles .

La COVID-19 n'est sans doute pas la dernière pandémie que connaîtra le monde, il est donc nécessaire de préparer le système de santé algérien à cette éventualité, en garantissant une offre de soins de qualité et un approvisionnement en médicaments et en équipements sécurisés. Là encore les populations vulnérables doivent pouvoir bénéficier de mesures adaptées .

Dans ce contexte, l'article de Snoussi aborde les défaillances du système de santé en Algérie et propose des pistes pour la reconstruction et le renforcement de ce système ainsi que l'instauration d'une politique de santé solide, globale et durable. L'auteur suggère des pistes pour la réforme sanitaire, à savoir : la valorisation à la performance, la promotion de la formation continue, l'application de la contractualisation, la mise en place d'un système d'information sanitaire, la décentralisation de l'organisation et du fonctionnement des

services de santé notamment dans le Sud et le renforcement de leur contrôle.

6- L'ÉMERGENCE D'UN DÉBAT SUR LA MODERNISATION DES MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT

La situation sanitaire actuelle a révélé, qu'en cas de pandémie, le seul moyen d'assurer la continuité pédagogique de l'éducation et de l'enseignement aux élèves et aux étudiants, est le recours aux possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication, et à des degrés moindre par les moyens audiovisuels, notamment la télévision. Ce mode d'enseignement doit faire l'objet d'analyse et d'études surtout par rapport à sa capacité de réaliser les objectifs didactiques d'un enseignement standard (ou classique).

Un grand nombre de pays du monde ont eu recours à l'enseignement à distance pendant le confinement (Owusu-Fourdjour et al, 2020)

Toutefois, ce nouveau mode d'enseignement pose aussi le problème des inégalités dans l'accès aux moyens entre les citoyens appartenant à différentes classes sociales. En Algérie, le recours à internet pour assurer la continuité pédagogique au niveau des écoles primaires et secondaires publiques, n'a tout simplement pas été possible. Et cela en raison du manque en outils informatiques et d'accès à internet dans les écoles et les ménages. Ce qui rend le fonctionnement de cette technique difficile, voire impossible.

Ces disparités sont intéressantes à soulever, par les chercheurs, dans ce cas précis (crise sanitaire). Plusieurs indicateurs entrent en jeu pour expliquer ces inégalités tels que : le revenus des parents (haut/faible), niveau d'instruction des parents (haut/faible) et situation géographique (urbain/rural).

Les méthodes d'enseignement ont été traitées par trois articles dans ce numéro. Pendant la période de confinement, l'enseignement à distance a été la règle dans plusieurs pays au monde. En Algérie, ce sont les établissements d'enseignement supérieur qui ont fait recours à cette technique d'enseignement.

Dans cette optique, Lassassi et al ont démontré que les enseignants ont vécu cette expérience différemment, même si globalement les conditions techniques et environnementales de travail des enseignants sont acceptables. Ces derniers ont été en mesure d'assurer leurs cours en ligne même si, pour leur grande majorité, c'est la première fois qu'ils découvrent ce type d'enseignement. Deux difficultés ont été signalées, selon les auteurs, il s'agit d'une part de l'absence de contact avec les étudiants et d'autre part de la qualité de la connexion.

Benkhder et Khebachi ont étudié l'enseignement à distance en tant que défi pour les étudiants. Elles ont montré qu'il existe quatre facteurs qui affectent le plus les habitudes d'apprentissage des étudiants et augmentent leur temps d'apprentissage, à savoir : les technologies numériques utilisées, la prise de conscience des progrès de l'auto-apprentissage, les connaissances nécessaires pour maintenir un environnement en développement et le format des ressources numériques fournies.

Si l'enseignement à distance a connu une avancée remarquable au cours de cette période de confinement dû à la pandémie de la COVID19, Drareni Nacer a testé des méthodes d'apprentissage sur des étudiants en médecine pour le transfert des connaissances sur la COVID19. A travers des outils comme les cartes conceptuelles (CMs) et un processus de recherche-action (ARP), il a démontré que ces méthodes sont plus efficaces, positives et puissantes, dans l'apprentissage.

7- LE TRANSPORT AÉRIEN UN SECTEUR FORTEMENT IMPACTÉ

Le secteur des transports est aussi un secteur fortement touché par la pandémie de la COVID19. Le transport aérien a dû s'arrêter pour limiter la propagation de la maladie.

Touat et Tabani ont examiné les répercussions et les pertes subies par le secteur de Transport aérien en Algérie, comparativement à certains pays du monde, après la fermeture des frontières suite à la propagation du coronavirus au début de l'année 2020. Les résultats de l'étude montrent que la compagnie nationale "Air Algérie" a estimé ses

pertes à plus de 320 millions de dollars, ce chiffre vient s'ajouter aux pertes régulières de l'entreprise depuis plusieurs années.

L'étude prévoit aussi que, la durée de la reprise du secteur de l'aviation sera longue, compte tenu de la réticence attendue à voyager et l'augmentation prévue du coût des billets avion. Ceci nécessite une restructuration du marché du Transport aérien en Algérie.

8- IMPACT SUR L'EMPLOI ET LES ENTREPRISES : ADAPTATION ET MESURES DE SOUTIEN

Les entreprises, notamment les PME et TPE ont été les premières à subir les conséquences de la pandémie, notamment le confinement. Elles ont dû s'adapter en mettant en place des mesures de télétravail ou des mesures de distanciation sociale. Dans les pays affectés par la crise, les PME ont fait face à la baisse de leur activité en raison de la baisse des commandes. La consommation ayant baissé et complètement changé durant la période de confinement (Yudhi Ari Wijaya, 2020).

Les changements chez les consommateurs, durant le confinement peuvent aussi avoir un impact sur les activités commerciales. En effet des études ont montré que les consommateurs ont eu tendance à consommer moins mais mieux et à privilégier les circuits courts (Badot et Fournel, 2020)

L'article de Abdelkader Kadri a pour objet l'analyse des conséquences économiques de la pandémie de la COVID 19 sur les entreprises algériennes, et l'adaptation des facilités qui leur sont accordées dans le cadre des aides destinées à pallier le manque de liquidités. L'étude a révélé que, le traitement comptable approprié et les exemptions accordées sont réparties sur le reste de la période de location.

De leur côté Foughali et Tamine, ont travaillé sur l'impact de la pandémie sur les activités commerciales dans la ville de Constantine. Les résultats montrent que les commerçants ont été capables de s'adapter aux différentes conséquences des décisions politiques, mais aussi à reconfigurer leur espace urbain.

9- LA NUMÉRISATION CONDITION SINE QUA NON DE DÉVELOPPEMENT

La numérisation ou la digitalisation s'est avérée être indispensable pour que l'économie mondiale continue à fonctionner en cette période de crise (Shkalkenko et Fadeeva, (2020). Elle a permis aussi aux populations de continuer à travailler et à garder contact pendant le confinement. La numérisation a aussi permis la télémédecine qui de l'exception est devenu parfaitement admise voire indispensable, surtout dans les pays développés (Gilli, 2020) et aussi le commerce en ligne qui a connu un boom historique (Bouaziz, 2020)

Bachari Selma explique, dans son article que, l'Algérie souffre d'un gap dans ce domaine. Ce travail évoque les facteurs qui déterminent le développement et la dynamique de la digitalisation en Algérie, regroupés en trois enjeux : l'amélioration de la gouvernance du secteur des TIC, l'accélération du développement technologique et l'intensification et la généralisation de l'utilisation des TIC. Elle a aussi identifié six principales priorités pour la digitalisation à court terme.

Benrejda Amel, a démontré, à partir d'une approche juridique, dans son étude consacrée au télétravail, dans les secteurs éducatifs et administratifs, que comparativement à d'autres pays, en Algérie, il existe une méconnaissance de ce nouveau mode d'organisation du travail.

Cette méconnaissance concerne le concept même de télétravail, ses conditions et les moyens en matière des TIC nécessaires, pour sa mise en oeuvre. En plus de la faiblesse du cadre juridique régissant cette relation de travail entre l'employé et l'employeur.

CONCLUSION

La pandémie de COVID-19 a eu un impact socioéconomique au niveau mondial. L'Algérie a eu son lot et a dû faire face, non seulement à la gestion de la crise sanitaire en tant que telle, mais aussi à tenter d'en limiter l'impact à tous les niveaux.

Cet article a été consacré aux résultats des travaux de chercheurs qui ont traité des problématiques structurelles qui se posaient déjà au pays et qui ont été accentuées, ces derniers mois, en raison de la pandémie. Ils ont abordé aussi des domaines de vulnérabilités qui se sont révélés, lors de cette crise, et qui sont devenus des sujets de préoccupation majeures. C'est le cas, pour la première catégorie, de la dépendance du pays aux exportations des hydrocarbures, des défaillances du secteur de santé et de l'importance de la dépendance des revenus des familles modestes de l'économie informelle. Alors que pour la deuxième catégorie, la dépendance alimentaire est sans doute le point de vulnérabilité le plus préoccupant, dans la mesure où la moindre limitation des exportations des produits alimentaires stratégiques, importés par l'Algérie, pourrait avoir des conséquences certaines sur la souveraineté alimentaire du pays. L'enseignement est aussi un secteur qui doit faire l'objet de la modernisation de ses méthodes et de ses moyens pour s'adapter aux nouvelles approches d'enseignement et faire profiter les apprenants des moyens modernes d'accès à la connaissance. La numérisation est aussi abordée en tant qu'outil de gestion, mais aussi pour améliorer les services aux citoyens, dans tous les domaines.

La réflexion a foisonné de la part de chercheurs et d'universitaires sur l'impact de la pandémie mais aussi sur l'après pandémie et les réformes nécessaires. La majorité des articles concluent que les enseignements tirés de l'impact multiforme de la crise sanitaire, doivent se traduire en réformes structurelles profondes. En effet, cette crise est selon les spécialistes et scientifiques, l'occasion, pour le pays, de s'engager dans des réformes qui mettraient le pays sur les rails du développement. Des pistes ont été proposées pour cela.

Références bibliographiques

- Badot O., & Fournel C., (2020).** *Crise du Covid-19 et commerce : Quels futurs impacts possibles sur les comportements des acheteurs et sur les stratégies des distributeurs ?* working paper
- Banque Mondiale, (2020).** La pandémie de COVID-19 plonge l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii>
- Bessaoud O., Pellissier J. P., Rolland J. P., & Khechimi W., (2019).** *Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie.* [Rapport de recherche] CIHEAM-IAMM.
- Bouaziz D., (2020).** *L'e-commerce augmente de 20% dans le monde,* <https://www.ecommercemag.fr/Thematique/data-room-1223/Breves/e-commerce-augmente-monde-349182.htm>
- Gilli Y., (2020),** La télémédecine au temps du COVID-19, *Bull Med Suisses.* 2020, 101(14):484
- Organisation Internationale du Travail, (2020a).** *Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail: Estimations actualisées et analyse,* OIT, 30 juin 2020. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_749442.pdf
- Organisation International du Travail, (2020b).** La crise du COVID-19 et l'économie informelle: *Réponses immédiates et défis à relever,* OIT, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_745440.pdf
- Oufriha F-Z., (1997).** « Ajustement structurel et autonomie du système de santé : quels résultats ? ». In *Cahiers du CREAD*, N°41
- Owusu-Fourdjour C., Koomson C.K., & Hanson D., (2020).** The impact of covid-19 on learning - the perspective of the ghanaiian student, *European Journal Of European Studies*, Vol 7: 3.

Snoussi Z., (2017). « L’Humanisation des Hôpitaux Publics en Algérie entre Patients, Soignants et Administration : Les droits des uns ou la responsabilité des autres ? ». In *International Journal of Economics and Strategic Management of Business Process*, vol 9.

Shkalenko A.,V., & Fadeeva E.A., (2020). “*Analysis of the Impact of Digitalization on the Development of Foreign Economic Activity During COVID-19 Pandemic*”, dans *Proceedings of the 2nd International Scientific and Practical Conference “Modern Management Trends and the Digital Economy: from Regional Development to Global Economic Growth” (MTDE 2020)* Atlantis Press,

Yudhi Ari Wijaya O., (2020). The Impact of Covid-19 on Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) in East Java Province, Indonesia and Strategies for Overcoming: Ad Interim, *Journal of Talent Development and Excellence* , Vol 12, numéro 2, Indonésie